

AU TROISIÈME JOUR DES FRAPPES DE LA COALITION ARABE

# Des centaines d'étrangers évacués du Yémen

**Des centaines d'employés étrangers ont été évacués samedi par voie aérienne de la capitale yéménite Sanaa en proie à l'insécurité, au troisième jour d'une campagne aérienne arabe menée par l'Arabie Saoudite contre les rebelles chiites Houthis.**

Au sommet des chefs d'Etat arabes réunis en Égypte, le roi saoudien Salmane a affirmé que l'opération aérienne impliquant neuf pays arabes se poursuivrait jusqu'au «rétablissement de la sécurité» au Yémen, plongé dans un chaos total.

Intervenant après lui, le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi a lui espère la poursuite de la campagne arabe jusqu'à la «reddition» des Houthis.

Les deux dirigeants ont ensuite quitté le sommet pour Ryad et M. Hadi ne rentrera pas «pour l'instant» à Aden, a dit son chef de la diplomatie Riyad Yassine.

Dans cette deuxième ville du Yémen, des combats ont fait rage entre des miliciens Houthis et des comités de défense de quartiers, faisant 54 morts en trois jours, selon un responsable local. En outre, de puissantes explosions dans un dépôt de l'armée pris d'assaut par des

pilleurs, y ont été entendues, ont indiqué des témoins en parlant de victimes.

Alors que la situation s'aggrave de jour en jour dans ce pays pauvre de la péninsule arabique, «plus de 200 employés de l'ONU, d'ambassades et de sociétés étrangères ont quitté samedi après-midi l'aéroport de Sanaâ», a déclaré à l'AFP une source humanitaire, sans préciser leur nationalité ou leur destination.

D'autres évacuations ont eu lieu précédemment. Des dizaines de diplomates, dont des Saoudiens, sont arrivés samedi en Arabie Saoudite après leur évacuation d'Aden par la marine saoudienne avant le début de la campagne aérienne.

Il ne reste plus au Yémen que «du personnel nécessaire aux missions humanitaires d'urgence», selon une autre source. L'envoyé spécial de l'ONU au Yémen, Jamal

Benomar, devait lui aussi quitter Sanaa pour le sommet arabe, selon son entourage.

Le royaume saoudien, qui a une longue frontière avec le Yémen, commande la campagne arabe lancée jeudi et qui vise à stopper l'offensive des Houthis et les empêcher de prendre le pouvoir.

Depuis septembre 2014, les Houthis se sont emparés de vastes régions, dont Sanaa, et avaient progressé ces derniers jours vers Aden, où était retranché M. Hadi depuis février.

Pour la troisième nuit consécutive, les avions de la coalition ont pilonné les positions rebelles dans et autour de Sanaa, les raids les plus intenses depuis le début des frappes, selon des témoins.

«C'était une nuit intense de bombardements» et les «vitres ont tremblé», a indiqué une étrangère travaillant pour une organisation humanitaire. «Des civils veulent partir, mais il n'y a pas d'avions pour quitter le Yémen».

D'après des résidents, les frappes ont visé des sites militaires, notamment des positions de la défense anti-aérienne et des dépôts

de munitions, autour de la capitale.

L'agence officielle des Emirats arabes unis, qui font partie de la coalition, a annoncé de nouveaux raids émiratis sur des positions militaires des Houthis à Sanaa et dans la province voisine de Marib.

En annonçant l'opération «Tempête décisive» au Yémen, l'Arabie Saoudite a affirmé vouloir contrer «l'agression» de l'Iran qu'il accuse de soutenir les Houthis et de chercher à «dominer» la région.

L'Iran n'a jamais confirmé aider les Houthis, mais a dénoncé la campagne aérienne impliquant neuf pays arabes.

Des responsables diplomatiques du Golfe ont affirmé que la campagne militaire au Yémen pourrait durer jusqu'à six mois, ajoutant s'attendre à des représailles iraniennes sous forme d'actes de déstabilisation.

Selon l'un de ces responsables qui ont requis l'anonymat, citant des estimations, «5 000 Iraniens, membres du Hezbollah (libanais) et miliciens irakiens (pro-Téhéran) sont sur le terrain au Yémen».

Ces responsables ont expliqué que Ryad et ses alliés avaient déci-

dé de réagir contre les Houthis quand des images satellite «fin janvier» ont montré, selon eux, des mouvements de missiles Scud vers le nord et la frontière saoudienne. Les Etats-Unis ont annoncé un soutien en logistique et en renseignement à l'opération.

Avec l'aide de l'ex-président Ali Abdallah Saleh qui dispose de puissants relais dans l'armée, les Houthis avaient déferlé de leur fief dans le nord vers le centre et l'ouest du Yémen, avant de progresser vers le sud.

La campagne au Yémen devrait fournir un «test» pour la création d'une force arabe permanente à l'étude au sommet arabe, défendue par le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi qui a parlé de «menaces sans précédent pour l'identité arabe».

Plus que le groupe terroriste Etat islamique (EI) qui sévit dans plusieurs pays arabes, c'est la crainte de voir l'Iran étendre son influence qui pourrait pousser les pays arabes à entériner la création d'une force militaire conjointe.

## KENYA

# Quatre ministres, cités dans une enquête de corruption, écartés temporairement

**Quatre ministres kényans cités dans une enquête confidentielle d'une commission anticorruption ont temporairement quitté leurs fonctions à la demande du président Uhuru Kenyatta, a annoncé hier la présidence kényane.**

Les ministres concernés sont les ministres de l'Agriculture, de la Pêche et du Développement de l'élevage Felix Koskei, de l'Infrastructure et des Transports Michael Kamau, de l'Energie et du Pétrole Davis Chirchir et du Travail Samuel Kazungu Kambi.

Les quatre hommes sont mentionnés dans un rapport de la commission d'éthique et anti-

corruption qui n'a pas été rendu public. Les faits qui leur sont reprochés n'ont donc pas été dévoilés.

Jeudi, lors de son discours sur l'Etat de la nation devant le parlement, Uhuru Kenyatta avait demandé à tous les agents de l'Etat cités dans ce rapport de volontairement se mettre en retrait. Il n'avait cité personne.

Sont cependant d'ores et déjà également concernés Francis Kimemia, secrétaire général du gouvernement, ayant rang de ministre, ainsi qu'une quinzaine d'autres hauts fonctionnaires et dirigeants d'entreprises publiques.

Samedi, le porte-parole de M. Kenyatta, Manoah Esipisu, a précisé que ces suspensions doivent permettre à la commission anti-

corruption de boucler son enquête, ce qui devrait être fait sous 60 jours.

Le président «a reconnu que (la corruption) était le principal obstacle à notre vision commune de sécurité, croissance et prospérité», a souligné M. Esipisu, dans un communiqué.

Tous les employés de l'Etat «sont tenus de respecter les principes inscrits dans notre Constitution» et de «respecter les plus hauts standards en matière d'intégrité personnelle dans l'exercice de leurs fonctions officielles», a-t-il ajouté.

«Il est temps d'envoyer un signal fort au pays», a encore poursuivi le porte-parole. "Le président réaffirme que personne n'est intouchable et que ce n'est que le début d'une guer-

re infatigable contre la corruption».

La «guerre» déclarée du président Kenyatta à la corruption dans ce pays d'Afrique de l'Est intervient alors que début mars, sept anciens hauts responsables kényans, dont un ex-ministre, ont été inculpés par un tribunal dans l'affaire dite «Anglo-Leasing», un gigantesque scandale de corruption lié à des contrats publics remontant à la fin des années 90.

Le Kenya est classé parmi les pays les moins performants (145<sup>e</sup> sur un total de 175) dans l'index 2014 de l'organisation anti-corruption Transparency International. Il a perdu une dizaine de places en un an dans ce classement.

## SOMALIE

# Les autorités confirment la mort de cinq insurgés shebab

Les autorités policières somaliennes ont confirmé hier que cinq éléments du groupe armé shebab ont été tués par les forces de sécurité dans l'attaque de vendredi contre un hôtel de la capitale Mogadiscio.

Les assaillants qui avaient pris d'assaut l'hôtel Maka al Mukarama vendredi soir, se sont engagés dans de violents combats avec les forces de sécurité pendant plus de 16 heures.

Jusqu'à samedi matin, des explosions pouvaient encore être entendues et le bilan des victimes pourrait s'alourdir.

Le président somalien Hassan Cheikh Mohamud, qui était en mission officielle en Égypte, a condamné l'attentat et a appelé à une enquête sur l'incident qui a fait au mois 14 morts dont l'ambassadeur somalien en Suisse.

Les shebab ont essuyé depuis août 2011 une série ininterrompue de revers militaires, perdant un à un leurs fiefs dans le centre et le sud somalien.

Délaissant les opérations militaires dans lesquelles ils sont largement surpassés par la force de l'Union africaine dans le pays (Amisom), ils multiplient cependant les actions de guérilla, notamment à Mogadiscio où ils visent régulièrement des sites officiels.

**Quatre civils et quatre policiers égyptiens ont été légèrement blessés hier dans l'explosion d'une petite bombe près de l'université du Caire, ont indiqué des responsables de la police et de la santé.**

L'engin a été placé à la sortie d'une station de métro qui dessert l'université du Caire, a indiqué à l'AFP un responsable de la police sous le couvert de l'anonymat.

Le bilan a été confirmé par le porte-parole du ministère de la Santé Hossam Abdel Ghaffar qui a précisé que leur «état est stable».

Les attentats sont fréquents en Égypte depuis que l'armée a destitué le président islamiste Mohamed Morsi en 2013, mais visent dans leur immense majorité des policiers et des soldats.

Ces attaques sont revendiquées par des groupes djihadistes qui disent agir en représailles à la sanglante répression lancée contre les pro-Morsi. Après la destitution de M. Morsi, plus de 1

400 de ses partisans ont été tués notamment lors de la répression de manifestations. Des centaines de pro-Morsi ont été condamnés à mort, tandis que 15 000 autres ont été emprisonnés.

## ÉGYPTE

# Huit personnes légèrement blessées par une bombe au Caire

## NIGERIA

# Cinq morts dans deux nouvelles attaques d'islamistes

Cinq personnes ont été tuées samedi, jour des élections présidentielle et législatives, dans des attaques menées par des islamistes présumés dans le nord-est du Nigeria contre un bureau de vote et des personnalités locales, selon des témoins.

Des hommes armés se sont mis à tirer sur des électeurs devant le bureau de vote de Dukku, dans l'Etat de Gombe, vers 11h30 (10h30 GMT). «Trois personnes ont été tuées», a rapporté Ibrahim Ahmad, un habitant, selon qui les assaillants ont ensuite exécuté un représentant du Parlement de l'Etat et le chef traditionnel du village voisin de Tilen. Bala Akilu, un autre témoin, a confirmé ces informations.